



LA FLAMME DU ROUSSILLON

La lettre d'information des nationaux du Roussillon - n° 43 - Juin à Août 2008 - 0,5 €.

" Internationalisme et mondialisme "

par Louis ALIOT

Economiquement, le communisme a failli. Culturellement et idéologiquement, il existe encore sous diverses mutations. Si, économiquement, le système communiste s'est effondré à peu près partout, il a distillé pendant près d'un siècle son venin intellectuel et moral dans notre société au point d'en paralyser les systèmes de défense : " la France aux ordres d'un cadavre " avait écrit dans un instant de lucidité l'académicien sarkozyste Maurice Druon...

C'est la formidable unité de l'idéologie communiste qui a justifié l'usage du terme générique de " communisme " pour désigner et définir des réalités au premier abord aussi différentes que l'expérience bolchevique menée en Russie sous Lénine (1917-1923) puis sous Staline (1928-1953), la révolution maoïste en Chine, la prise du pouvoir par les communistes dans les prétendues démocraties populaires, le communisme asiatique de la Corée du Nord de Kim Il-Sung, au Vietnam de Ho Chi Minh en passant par l'enfer de Pol Pot. Certes, en 1989, le mur est tombé... Mais si l'on additionne les victimes provoquées directement, sous tous ces régimes, par les exécutions, la déportation, le travail forcé et les famines, et sans compter les morts de la guerre, le total avoisine les 100 millions de morts. Une tragédie d'une telle ampleur ne semble pas choquer les bonnes consciences actuelles pour peu que l'on vende des trains, des avions ou des centrales nucléaires. Il est évident que les communistes sont toujours là, reconvertis en socio-démocrates, en socio-libéraux ou même en ultranationalistes dans certains pays de l'ancienne Europe de l'Est ou en Amérique latine. Même la Chine n'hésite pas à titiller la corde sensible du nationalisme pour maintenir son système totalitaire.

Pour autant, aucun processus juridique sérieux n'a été engagé pour condamner les bourreaux et pire que cela, par une formidable inversion des valeurs, les anciens bourreaux sont devenus d'habiles procureurs et sont sans cesse en train de donner des leçons de démocratie à la terre entière.

Les Jeux Olympiques sont la cerise sur le gâteau. Si Sarkozy a osé critiquer publiquement la Chine, il a prudemment dépêché sur place des émissaires pour se faire pardonner.

La Chine communiste s'installe au cœur de la mondialisation sans renoncer à son schéma idéologique interne. Capitaliste dans ses relations marchandes internationales, ouvrant son marché en fonction de ses intérêts nationaux et contrôlant l'ensemble des communications, elle maintient son système totalitaire de fonctionnement interne.

Suite de cet article page 2

LES VERITES DE JEAN-MARIE LE PEN

Quels que soient ses discours, **le candidat " président du pouvoir d'achat " est le président de la dégringolade du pouvoir d'achat.**

La réforme institutionnelle n'est qu'un leurre : cette réforme comporte la suppression de l'obligation d'un référendum pour ratifier l'adhésion d'un nouveau membre de l'Union européenne.

Nicolas Sarkozy, qui a déjà **refusé aux Français un référendum sur le traité européen, interdit maintenant un référendum sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.** Il prouve ainsi qu'il est **favorable à cette adhésion,** contrairement à ce qu'il avait affirmé pendant sa campagne.

Et il montre qu'il **ne fait aucun cas de l'avis des citoyens,** quand ceux-ci risqueraient de se mettre en travers des diktats de l'euromondialisme.

LA FLAMME du Roussillon
La lettre d'information des
nationaux du Roussillon.

.....

Directeur de la Publication :

M.T. Fesenbeck

Comité de Rédaction :

Dossiers politiques du mois :
Louis Aliot - Edouard Fesenbeck

Rédaction et Secrétariat :

M.T. Fesenbeck

Diffusion / Distribution :

Jean-Luc Dufour

.....

BP - 90 416 - 66004 PERPIGNAN -
04.68.55.20.63.

Imprimerie spéciale FR

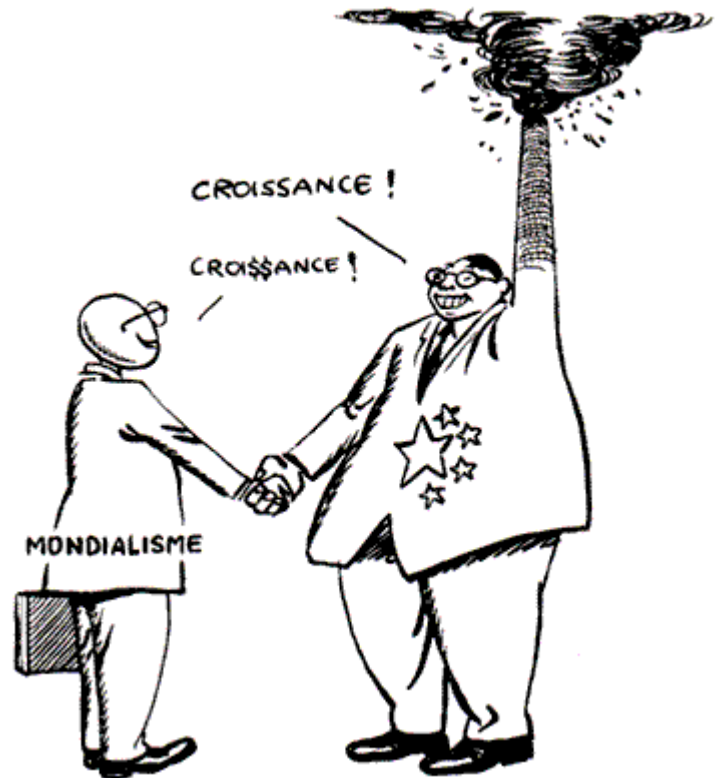
Suite de la 1ère page : " Internationalisme et mondialisme " de Louis ALIOT:

A la différence de l'Union Soviétique avant son effondrement, la Chine est dans une dynamique de croissance. Elle pèse sur l'économie mondiale et son système n'est pas prêt de s'effondrer. Par la place qu'elle s'octroie sur le marché mondial, elle rend inopérantes et dérisoires les campagnes d'indignation sur les droits de l'homme ou les atteintes démocratiques.

Il n'est donc plus étonnant de retrouver droite et gauche, main dans la main, poursuivre le projet européen simple pièce du grand puzzle mondialisé. Où est la différence entre un internationaliste chinois et un mondialiste occidental ? Quelle différence y a-t-il en effet entre le mondialisme et l'internationalisme ? Ces deux logiques se rejoignent.

La main invisible du marché n'est pas si invisible que cela, puisque des organisations transnationales visibles ou invisibles, ayant à leur disposition des gouvernements aux ordres, interviennent dans tous les secteurs de la vie humaine pour fonder un nouveau monde ! Elles poursuivent, pour l'instant sans l'appui des chars, le même but (à nuancer toutefois puisque dès qu'une nation s'y oppose, elle a droit à l'aviation

" Onusienne " ou " Otanesque " sous commandement américain).



Dessin de KONK (avec l'aimable autorisation du journal " MINUTE ")

Le marché mondial qui se met en place se moque de l'homme et même de la forme des régimes politiques. Même face à une atteinte grave aux libertés individuelles, aux crimes, aux privations de liberté, à la présence d'un parti unique, nos démocraties " collaborent " pour des marchés et de l'argent.

Le seul but recherché est l'effacement des frontières, des cultures et des racines pour l'édification d'un monde sans frontières, uniforme et plus facilement contrôlable par quelques-uns.

Communiqué de presse de Louis Aliot

Algérie : la France de nouveau insultée !

Ambassadeur de France en Algérie, Bernard Bajolet a qualifié devant des étudiants à Guelma, "d'épouvantables massacres" la répression, il y a 63 ans, de manifestations d'Algériens en faveur de l'indépendance.

Ce nouvel acte de repentance s'inscrit dans la politique de criminalisation de l'œuvre coloniale française en Algérie et tend à légitimer les propos scandaleux du président Bouteflika qui avait qualifié la répression coloniale en Algérie de " génocide ".

Le Front National dénonce le silence des autorités françaises et notamment du ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner, face à cette entreprise de falsification de l'Histoire, **et rappelle que la première mission d'un ambassadeur de France est de défendre les intérêts français à l'étranger et non d'insulter le passé.**

INTERVENTIONS DU PRESIDENT DU GROUPE FN A LA REGION, ALAIN JAMET

Des relations avec une dictature communiste

Après le fiasco de l'exposition organisée à la gloire de la Chine par votre homonyme José Frèches, était-il utile de persévérer dans l'erreur et d'organiser à nouveau une semaine de l'Empire du Milieu, particulièrement mal venue dans le contexte actuel ? Il est évident qu'on ne pouvait prévoir les événements dramatiques qui se déroulent aujourd'hui au Tibet, mais de la part d'une dictature communiste, donc liberticide, on peut s'attendre à tout et même au pire.

Les relations amicales que vous entretenez avec les tyrannies marxistes (Cuba, le Vietnam, la Chine... Il ne manque à votre panoplie que la Corée du Nord), ces relations m'ont toujours étonné. Auriez-vous eu l'idée en son temps d'établir les mêmes liens avec l'Afrique du Sud de l'apartheid ou le Chili du socialiste Pinochet ? La réponse est évidemment négative.

La prédilection que vous manifestez pour les dictatures marxistes ne saurait pourtant se justifier. Aujourd'hui moins que jamais.

Le n°1 du PC en Chine, Zhang Quingli, vient de déclarer une " *guerre à mort contre la clique du Dalai Lama, ce monstre à face humaine, dixit, au cœur d'animal* ". Une répression féroce, brutale et sanglante s'abat depuis plusieurs semaines sur le malheureux peuple tibétain. Ce peuple fier et debout qui n'est chinois ni par la langue, ni par la culture, ni par la spiritualité a droit, comme tout un chacun, au respect de son identité millénaire et à sa liberté. Or, la Chine communiste qui a remplacé le Goulag par le Laogaï est sans conteste la plus grande prison du monde. Et, au Tibet, elle applique, en plus, à la lettre, la maxime de Brecht, " *si le peuple ne pense pas bien, il faut changer de peuple* ".

Ainsi, le maire de Montpellier, sans pour le moment en tirer les conclusions, a condamné fermement le gouvernement chinois qui doit " *rapidement mettre fin à ces actes de répression* ". Notre assemblée s'honorerait en en faisant autant. Ou mieux. Ne pourrait-on envisager une manifestation commune à nos trois assemblées qui déciderait de rompre ou de geler toute relation avec la province du Sichuan (victime, comme le Tibet d'une féroce répression) et sa capitale Chengdu.

Nous fermerions pour notre part notre " *ambassade* " à Shanghai, quitte à reporter jusqu'à nouvel ordre (démocratique) ou à annuler quelques voyages aussi agréables que touristiques.

Mémorial des Républicains espagnols

Le travail d'un historien est ardu surtout lorsqu'il s'agit d'analyser les motifs et les conséquences d'une guerre civile, a fortiori, quand ce conflit ne nous concerne pas directement.

J'ai à ce propos quelques raisons de me méfier de votre vision hémiplégique de l'Histoire. Celle-ci est un miroir à deux faces dont aucune ne peut être négligée, ni effacée. Or, vous êtes coutumier du fait.

Ainsi, s'il est normal de compatir aux souffrances endurées par les républicains espagnols lors de la retirada, ne peut-on oublier que celle-ci n'étaient pas moins vives au-delà des Pyrénées.

Ainsi, si l'on peut reconnaître le courage des combattants des brigades internationales doit-on admettre qu'en face d'eux, d'autres combattants, " *rassemblant toutes les nationalités* " n'avaient pas non plus démérité parce qu'ils pensaient, comme eux, lutter pour une juste cause.

Ainsi, savons-nous qu'en Espagne, la population était (et est) toujours partagée en deux et que, n'en déplaise à Monsieur Zapatero, il n'y avait pas (et il n'y a toujours pas) 50% de salauds de droite d'un côté et 50% de héros de gauche de l'autre.

En deçà des Pyrénées, votre initiative bénéficiera sans doute d'un soutien massif. Il n'est pas sûr qu'il en soit de même au-delà.

Nous pensons pour notre part qu'il n'est pas sain, à l'aube du XXI^{ème} siècle, d'exacerber des haines aujourd'hui endormies, de rouvrir des plaies fermées et de recommencer indéfiniment une guerre qui fut cruelle dans un camp comme dans l'autre. En un mot, laissons les morts enterrer les morts, " *ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croyaient pas* ". Dieu reconnaîtra les siens.

CONSEIL MUNICIPAL du 21 mars 2008
DISCOURS DE LOUIS ALIOT :

" Alors, concernant l'élection elle-même, évidemment les incidents du bureau n° 4, nous demandons, comme les autres colistiers, l'application stricte de la loi, sans demander autre chose, ayant été, en ce qui nous concerne je crois, les victimes plus que d'autres d'une erreur, qu'il pourrait y avoir sur ce bureau de vote ou d'autres bureaux de vote, puisque notre 3^{ème} élu ne siège pas à 30 voix près, voire un peu moins. C'est donc que là, il y a matière au moins à recomptage des bulletins blancs ou nuls, pour savoir ici ou là s'il n'y a pas eu erreurs, cela peut arriver, sans crier, je crois, à la manipulation d'ensemble.

Ce que je déplore, moi qui suis respectueux des règles républicaines, c'est le climat qui règne dans cette ville depuis déjà longtemps, et la bagarre un peu stérile et déplorable qui existe entre la Mairie, quels qu'en soient les responsables et les responsabilités, et le Conseil Général.

Je déplore que ma liste, qui est quand même présente au 2^{ème} tour, donc représentative d'un certain nombre d'électeurs, n'ait pas par exemple participé au débat télévisé, et je mets en cause, pas publiquement, mais sans citer une chaîne publique, payée par nos impôts, qui aurait pu justement donner un autre résultat que celui-là, notamment en nombre d'élus. Et je déplore là aussi le fait qu'une chaîne publique ne respecte pas les règles élémentaires de la démocratie.

Mais enfin, si je condamne évidemment la fraude, si fraude il y a, ou tentative de fraude ou je ne sais quoi, ou l'erreur qu'il y a eue, je ne peux quand même cautionner ce qui, pour moi, est une escroquerie politique, je le dis tel que je le pense, moi qui suis, finalement avec Mme Fesenbeck, le seul élu d'une liste sur nos idées. Je n'avais pas avec moi des gens de Gauche, de Droite, du Centre, de Communautés diverses et variées, j'ai présenté une liste de Français qui aiment leur patrie et qui comptent la défendre comme ils peuvent, dans les règles de la démocratie.

Simplement, chaque fois que la Gauche en a la possibilité, elle manifeste dans la rue contre ce qui devrait se régler devant les tribunaux ! Et c'est ce que je trouve particulièrement inadmissible. Elle nous avait fait le coup déjà, au moment du vote des exécutifs régionaux. La démocratie s'exprime. Si à l'époque nous avons décidé de voter pour M. BLANC, soutien sans participation, quelle ne fut pas l'agitation de la rue pour tenter d'inverser le choix des urnes !

Nous avons une liste de Droite. Il y a des voies de recours, nous exercerons ces voies de recours, en tout cas en ce qui concerne le bureau n° 4, sans aller plus loin et nous mènerons au sein de ce Conseil Municipal une opposition courtoise mais déterminée sur des idées, fidèles à notre principe : il vaut mieux être battu sur nos idées, qu'élus sur les idées des autres, ou sur des idées d'autres, ou sur des idées qui n'existent pas, faisant de l'anti quelque chose, le point nodal de toute action politique. Je rejette ce principe qui n'est pas pour moi une conception républicaine de la vie politique. "



CONSEIL MUNICIPAL du 11 avril 2008 par Marie-Thérèse Fesenbeck

Le 2^{ème} Conseil municipal s'est déroulé dans une ambiance délétère, due à l'attitude de la gauche. Cette gauche n'a fait que prolonger et retarder les débats de façon stérile, en ne participant pas au vote, alors que les citoyens de Perpignan attendent des décisions concrètes. Devant cette attitude, Louis Aliot a proposé, approuvé en cela par le Maire Jean-Paul Alduy, que la gauche sorte de la salle du Conseil Municipal durant les votes afin de permettre à ceux-ci de se dérouler à main levée et non à bulletins secrets, afin d'accélérer les débats. La séance de ce Conseil a duré de 14 h 30 à 22 h 40... (sans commentaires).

Quant à nous, nous avons adopté une attitude d'opposition constructive mais vigilante, dans le cadre de nos idées nationales et le bien des citoyens. Ainsi nous avons voté pour les propositions suivantes :

- La création de 5 adjoints de quartier sur la Ville
- Les avenants portant sur la rénovation urbaine de la Ville
- La réhabilitation des abattoirs de la Ville
- L'organisation d'un service minimum dans les écoles en cas de grève des enseignants
- L'aménagement paysager des abords du tronçon du fleuve Têt traversant notre commune
- Le concours des balcons et fenêtres fleuris.

Nous avons rejeté toutes les autres propositions qui n'entraient pas dans notre action comme, entre autre, le recours à des emprunts faramineux. En accord avec les idées de notre campagne électorale, nous nous sommes naturellement opposés au vote du budget 2008, étant le reflet de celui de la campagne municipale de Jean-Paul Alduy.

Louis Aliot a interpellé le Maire sur plusieurs points qui nous semblaient litigieux, notamment sur un loyer attribué à la Société FRUITECH, société ayant eu une dette envers la municipalité, et sur un loyer attribué à une association dénommée " DRAGON CELESTE ". Louis Aliot a demandé si cette association est d'origine chinoise car nous ne voudrions pas cautionner, par son intermédiaire, les violences au Tibet.

Cette intervention a été abondamment applaudie par les Conseillers municipaux et le public présent.

CONSEIL MUNICIPAL du 28 avril 2008 par Marie-Thérèse Fesenbeck

Ce 3^{ème} Conseil municipal ressemble à une scène des plus comiques, comique s'il était destiné à des " aficionados " du théâtre ! Malheureusement, ce sont nos concitoyens qui font les frais de la " Vidéo-gag " (dixit Louis Aliot) de la désinvolte Clotilde Ripoull (du Modem), d'un discours en catalan de Henri Vilanova (avocat) du parti de l'ERC (l'Esquerra Republicana de Catalunya) alors que nous sommes dans une assemblée républicaine dans laquelle la langue française est de rigueur.

Suite à l'obstruction de la gauche dite " unie " (pour combien de temps encore puisque le représentant de l'ERC s'est partiellement désolidarisé de ses amis) devant le vote à main levée, il ne reste plus beaucoup de temps pour traiter les dossiers sur le fond, ce qui n'a quand même pas empêché le Conseil municipal de durer de 17 h à 1 h du matin.

Durant le vote, les élus de la gauche paradent devant le public. Bref, c'est la plus parfaite indiscipline et le mépris le plus complet de toutes les règles démocratiques de rigueur dans une telle assemblée, ne serait-ce que pour le respect dû à tous nos citoyens.

Le maître de céans, en l'occurrence le Maire, ne semble pas en mesure de faire régner l'ordre !

Etant nouvellement élue (et ceci pour la 1^{ère} fois), j'ai l'impression d'assister à une scène du " Grand Guignol " ! Est-ce une répétition de " mai 68 " dont c'est le 40^{ème} anniversaire ? C'est plutôt raté, mais c'est certainement d'un très mauvais goût.

Le citoyen jugera que de tels comportements puissent exister...

Des vérités... de BORIS

Parmi plusieurs, j'ai choisi des vérités lesquelles ne sont pas bonnes à dire au politiquement correct, à la pensée unique (sic).

Je m'élève envers un climat de salissure provoqué par la gauche et la fausse droite sous le regard inquisiteur des médias politico-gauche-marxistes.

S'agissant de la colonisation, la place me manque pour m'étendre sur le sujet. La colonisation est aussi ancienne que le monde, elle résulte de mouvements d'hommes, à divers degrés, dans des contrées très différentes, très diversement traités. Je ne m'en tiendrai qu'à la France.

Le politiquement correct est prompt à sciemment vouloir engager la France en procès, à mettre en péril la cohésion nationale, en stigmatisant la " REPENTANCE " pour avoir mal colonisé des pays pour lesquels la France s'est beaucoup investie. Contrairement aux accusations, la présence française a toujours immergé au sein des populations, elle eut coutume de nouer avec elles des relations fortes en un empire colonial qui n'a pas enrichi notre pays : il l'aurait plus appauvri et ralenti son essor. Même SARKOZY a tenu des propos ambigus qui peuvent relancer au détriment de la France des polémiques. N'a-t-il pas déclaré " Grande faute " les colonisations françaises ? Il renie ce que fut l'œuvre civilisatrice de la France, ses missions morales, culturelles, scientifiques, économiques.

Je dénonce les paroles outrancières anti-France, anti-ordre, anti-police, anti-blanc proférées par des " RAPPEURS ". Mes blâmes sont envers ces provocateurs, ces propos qui, par-là, génèrent une honte et peuvent contribuer à démoraliser " l'être " France. Si l'on ne croit plus en la France alors que nos générations sont idéologiquement divisées, comment leur donner la conscience d'une destinée commune ?

Notre Marseillaise parfois sifflée, mais à cela ne trouve-t-on pas des excuses ?

Pourtant ces maléfiques forces restent muettes quand il s'agit de dénoncer les crimes du communisme sur lesquels ses biographes ont des silences et ne s'appesantissent pas.

Nos ennemis disent que le FN se répète, ou, le FN se répète pour dire avec plus de force ce qu'il tient pour l'essentiel, lequel est de lutter contre les pensées, les actions crépusculaires, mortifères pour notre France.

Continuons d'écrire là-dessus des choses généreuses et fortes.

Le temps s'écoule sans notre permission, ne le perdons pas.

LE PARLEMENT EST-IL ENCORE UTILE ? par Paul GARD

Jusqu'à ce jour, la représentation parlementaire avait été considérée par l'ensemble des "bien pensants " comme le système le plus élaboré d'un régime démocratique et républicain. Le qualificatif d'anti-parlementaire était le plus injurieux qui puisse être adressé à un adversaire politique, par un tenant de l'Etablissement.

Ces prétendus démocrates " pur sucre " oubliaient qu'il y a de nombreuses autres formes de régimes politiques, notamment démocratiques. La Suisse nous en fournit souvent des exemples particulièrement significatifs. Ces zéloteurs du régime représentatif oubliaient que l'absence de mandat impératif, institué comme une règle intangible, coupe le représentant de ses mandants et le place, pieds et poings liés, entre les mains des dirigeants du parti qui les a fait élire.

Quels que soient le contenu de leur programme, et les mérites de ses dirigeants, ceux-ci ne peuvent avoir, obligatoirement et par définition, qu'une vision " partisane " de l'intérêt National. Le régime représentatif, même dans la forme la plus parfaite de son fonctionnement, n'était donc pas aussi irréfutable et incontestable que certains voulaient le prétendre. L'histoire, rien qu'en France et depuis 1875, avait apporté surabondamment les preuves des imperfections du système, preuves évidentes même pour ceux qui pensaient que toutes les autres organisations politiques étaient encore pires !

Maintenant qu'il n'a plus de pouvoir législatif, nous sommes en droit de nous demander à quoi sert le Parlement (Chambre plus Sénat) ? Pour ce que l'on appelle les débats de Politique Générale, les opposants sont contre les propositions du Gouvernement et ses partisans sont pour, et cela automatiquement. Les séances consacrées à ces questions apparaissent inutiles et superfétatoires. Qu'attend-t-on pour les supprimer ?

Depuis le 7 février 2008, le Parlement a l'obligation de voter l'application sur le territoire français des décisions des Eurocrates Bruxellois. Ils n'ont aucun pouvoir d'appréciation. Ces votes sont automatiques, sous menace de sanctions financières décidées par une juridiction étrangère et payées par les contribuables français. Ce " parlement " est donc devenu moins qu'une chambre d'enregistrement, car les Parlements d'ancien régime avaient, eux , la possibilité de refuser d'enregistrer un édit royal, et d'obliger le Roi, fut-il Louis XIV, à venir lui-même tenir un " Lit de Justice " !

L'enregistrement des décisions étrangères est une formalité automatique que le dernier des secrétaires de la plus petite de nos communes rurales serait capable d'accomplir en apposant d'une main distraite un tampon administratif sur un quelconque certificat !

A quoi donc sert le Parlement maintenant ? A rien ! Ces deux chambres impliquent de nombreux frais (élections, émoluments des élus et du personnel, fonctionnement, etc.). Ces dépenses ont-elles encore une utilité ? Voilà une économie des charges de l'Etat à réaliser d'urgence. Les lois de la nature commandent la disparition d'un organe inutile.

Les parlementaires qui ont ratifié la disparition de l'Etat français, ont, en même temps, enlevé toute utilité à leur fonction.

C'est la juste punition de leur félonie !

LES BREVES d'Edouard FESENBECK

OUF !!! Les élections sont finies, du moins pour l'instant, car les recours engagés contre les chaussettes peuvent aboutir et provoquer l'annulation du scrutin. Il serait vraiment pénible de recommencer tout ce que cela comporte comme travail et fatigue. N'ayant que peu de moyens, nous sommes obligés de tout faire nous-mêmes. Nombreux ont été ceux qui ont donné de leur temps. Qu'ils en soient remerciés de tout cœur.

Nous n'avons plus d'élus au Conseil Municipal depuis la scission provoquée par Mégret car les dernières élections municipales, avec comme tête de liste Mme BESSE, ont été également un échec total dû à une improvisation de dernière minute. J'en sais quelque chose, ayant été le mandataire financier de la tête de liste.

Les éternels insatisfaits diront bien sûr que deux élus, ce n'est pas grand chose, mais il faut un début à tout et l'avenir nous permettra de nous implanter plus solidement, maintenant que nous avons à nouveau un pied dans la maison " Mairie ". D'ailleurs, nous avons manqué de peu un 3ème élu à une trentaine de voix. Comme l'affaire des chaussettes le prouve, nos adversaires sont prêts à toutes les vilénies pour gagner, mais parfois c'est raté. C'est ainsi que la ville de Perpignan est devenue la risée de toute la France à travers les médias qui ne se sont pas privés de les étaler au grand jour.

Enfin, quoiqu'il en soit, nous avons pu, grâce à nos 12,29 %, avoir deux élus qui, par leurs interventions, donnent une image de sérieux et de compétence, qui provoquent même, parfois, les applaudissements des élus et du public. Le FN des PO revit et c'est là l'essentiel.

Je ne peux clore ce chapitre sans mettre en exergue le geste qui prouve, s'il en était besoin, le désintéressement de nos élus. Ils ont en effet décidé d'un commun accord de reverser la totalité de leurs indemnités à la Fédération des PO. Ce geste est assez rare pour être souligné.

Quant aux électeurs du FN, qui, lors des Présidentielles, ont rejoint SARKO, ils doivent parfois s'en mordre les doigts.

Pouvoir d'achat ?? regardez votre ticket de caisse et votre porte-monnaie.

Turquie ?? il avait juré qu'il était contre, aujourd'hui il est pour l'entrée de celle-ci dans l'Europe.

Tout ce cinéma n'a été qu'un tissu de mensonges à l'usage des électeurs, qui, crédules, ont lâché le FN pour une chimère.

Sans parler du fameux traité de Lisbonne **annulant le NON** de 62 % des Français. Tout tient désormais dans le mensonge et la gesticulation. Un aperçu sur ce qu'il appelle l'immigration contrôlée ; au choix :

6 millions : c'est le nombre des nouveaux résidents installés en France depuis 20 ans (et non pas 2 millions comme le prétendait, il y a peu de temps encore l'INSEE).

400 000 à 500 000 : c'est le nombre officiel de nouveaux immigrés qui entrent chaque année sur le territoire national dont 300 000 en situation " régulière " selon l'OCDE.

40 millions : c'est le nombre d'immigrés extra-communautaires vivant sur le sol européen, selon un rapport du Parlement européen.

60 milliards d'euros : c'est le montant du déficit annuel dû à l'immigration si l'on se réfère à l'actualisation 2005 du rapport Milloz, jamais réellement contredit.

700 millions d'euros : c'est le coût annuel de l'Aide médicale d'Etat (AME) réservée aux étrangers en situation illégale.

25 % : c'est le taux moyen annuel de la population étrangère en milieu carcéral, un taux qui avoisine probablement les 70 % si l'on prend en compte toute la population d'origine immigrée

5 % : c'est le taux d'étrangers qui entrent en France avec un contrat de travail, ce qui signifie que 95 % entrent sans. 50 % des bénéficiaires du RMI sont étrangers.

Quant à " l'immigration choisie ", elle consistera simplement à embaucher des ingénieurs et des diplômés indiens ou sri-lankais afin de pouvoir dire aux ingénieurs français : "**Ou vous acceptez les mêmes salaires, ou vous cherchez ailleurs !!!...**" est pour l'entrée de celle-ci dans l'Europe.

ADHESION & ABONNEMENT

NOM : Prénom : Adresse :
Tél : Date de naissance : Profession :

J'adhère au FRONT NATIONAL par une adhésion :

- Simple : 50 €
- Jeune - 25 ans ou chômeur : 30 €
- Couple : 80 €
- De soutien : 90 €
- Bienfaiteur : 130 €
- Prestige : 250 € et plus

Je m'abonne à LA FLAMME DU ROUSSILLON :

- Je soutiens votre action et je verse€
- Abonnement : 10 €
- Abonnement bienfaiteur : 20 € et plus.

FN 66 - BP 90416 - 66004 PERPIGNAN - TEL : 04.68.55.20.63



Fédé - infos 66

LA CIRCULAIRE INTERNE DU FRONT NATIONAL 66 - n° 43 - Juin à Août 2008

N'oubliez pas votre renouvellement - LE FRONT NATIONAL A BESOIN DE VOUS !

Communiqué de presse de Marie-Thérèse Fesenbeck

" LA LANGUE CATALANE "

Catalane du Nord et du Sud, de par mes ascendants depuis plusieurs générations, j'ai appris à l'école de la République française que la langue était et est toujours le français jusqu'à preuve du contraire, sinon on finira par ressembler à la Tour de Babel.

Je suis entièrement d'accord pour parler le catalan entre catalans ou non-catalans si ces derniers le comprennent ou le parlent. C'est une forme de respect que nous devons avoir à ceux qui ne parlent pas le catalan, langue non obligatoire.

J'estime que, au cours des délibérations d'un Conseil municipal en France, la seule langue utilisée doit être le français. La loi existe et doit être la même pour tous.

N'oublions pas que les élus de la République française doivent respecter la loi, c'est un des premiers de nos devoirs.

DEVISE DU MOIS :

" Nous sommes fiers d'être Catalans avant tout et d'être Français au-dessus de tout. "

Albert BAUSIL (journaliste, écrivain, poète du début du XXème siècle)

Renseignements : FRONT NATIONAL 66

21, rue Messidor - BP 90416 - 66004 Perpignan Cedex - 04.68.55.20.63

1^{er} site : www.fn-languedocroussillon.com - 2^{ème} site : <http://fnj66.hautetfort.com>

3^{ème} site : <http://louisaliover.blog.fr>

Courriels : frontnational66@free.fr & fnj-66@hotmail.fr

Louis Aliot : " A 30 voix près on a manqué un élu "

Interview du journal l'Indépendant du 4 mai 2008 :

Vous deviez déposer un mémoire complémentaire à votre recours. Où en êtes-vous ?

Le recours a été remis dans les délais. Pour le mémoire ampliatif - complémentaire dans le langage de la justice administrative (ndlr) - il sera rédigé, mais je n'ai pas les moyens d'investigation de la liste de Madame Donat. Le parquet de Perpignan a déclenché une enquête dans l'affaire des chaussettes, alors j'attends le résultat du pénal.

Et c'est tout ?

Ce que je fais, c'est une revue de presse. Le fait que France 3 ne m'ait pas invité au débat de l'entre deux tours, a pu jouer sur l'électorat. Ensuite, il y a le doute qui est né de la contestation globale par Madame Donat de l'ensemble des résultats.

Je ne fais pas plus confiance à la " Nouvelle union " qu'à Jean-Paul Alduy. Les tribunaux trancheront.

Qu'est-ce que ça donne tout ça ?

Il y a les chaussettes, ça, on le sait, mais dans cette histoire, personne ne sait où en est l'enquête. C'est ahurissant. Notre seule façon d'avoir accès au dossier pénal est de nous porter partie civile.

Ensuite, quand nous avons attaqué France 3 en référé, le tribunal s'est déclaré incompétent, mais nous a réclamé 3 000 euros.

Je rappelle qu'à trente voix près on a manqué le troisième élu.

Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

Dans le calcul du nombre de sièges attribués aux listes, c'est nous qui sommes lésés. Il est arrivé que, sur décision du Conseil d'Etat, on intègre en cours de mandat un élu de l'opposition et on le soustrait de la majorité.

Dans le calcul du nombre d'élus, c'est avec la liste Alduy que nous sommes en compétition par le biais de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

Et quel serait votre troisième élu ?

Ce serait Jean-Claude Pinget. Dans tous les cas, comme il n'y aura pas d'élections avant un an, celles-ci se passeront pendant les élections européennes. Cela dit, sans être effarouché par la perspective de nouvelles élections, je ne suis pas pressé non plus.

En attendant, vous êtes élu. Qu'est-ce que ça donne ?

Le premier conseil n'a constitué qu'en l'installation. Au deuxième, le budget a été présenté à la sauvette au bout de sept heures d'obstruction. Au troisième, je pensais qu'enfin, on allait s'y mettre, mais c'était encore un conseil de transition.

Si c'est si long à se mettre en place, c'est sans doute que le maire a beaucoup de négociations à mener avec les siens.

Quel opposant serez-vous ?

Nous nous battons sur les dossiers au cas par cas, sans faire d'obstruction systématique. Il y a des dossiers destinés aux clientèles. Cette fois, c'était les subventions distribuées aux associations, notamment d'alphabétisation. C'est très bien l'alphabétisation, mais ça mériterait un débat en soi. Mais là, on vote sans débattre. Moi, j'irais les voir, ces associations car je trouve que la gestion municipale manque de rigueur alors qu'il y a pourtant pléthore d'employés.

Quelle est la situation du FN local ?

Nous allons recruter les déçus de tout poil et notamment ceux du MPF. Nous nous servirons des élections européennes comme d'un référendum.

Enfin, on attend la permanence municipale qui ne nous a pas encore été attribuée. On va faire de la proximité comme si nous étions en campagne.

UNIS, NOUS SERONS PLUS FORTS...

Depuis les élections municipales presque 4 mois se sont écoulés. Nous avons quitté notre QG des Mimosas pour réintégrer notre bonne vieille fédération. Point positif : Louis a désormais à sa disposition un petit appartement à proximité lui permettant d'être plus souvent avec nous.

Grâce à nos deux conseillers municipaux, nous avons enfin l'opportunité de faire entendre notre voix dans cette mairie magouille. Le temps passe, mais cette élection qui fut gagnée grâce à la fraude des partis du système, entraîne des conditions de travail très discutables. Certaines polémiques internes au FN ont dû rendre le devoir de nos conseillers encore plus ardu mais nous devons rester soudés, avec une même ligne de conduite derrière notre président et ses cadres.

Depuis quelques mois, le parti se restructure en raison des échecs aux Elections Législatives diminuant considérablement les finances de notre parti et le FNJ est désormais dirigé sur le plan National par son nouveau directeur Loïc Lemarinier. C'est dans ces conditions difficiles que j'ai été nommé Chargé de Mission Régional Languedoc Roussillon. Désormais la structure FNJ se décompose de la manière suivante :

Direction Nationale

Collège Exécutif du FNJ (les Secrétaires Régionaux du FNJ)

Chargés de Missions Régions

Responsables Départementaux

Etant membre du collège exécutif, je vous tiendrai au courant des grands axes qui seront décidés (campagnes d'affiches, tracts...). Ces grands changements vont nous permettre d'insuffler un nouvel élan. Pour l'heure, je me suis donné pour objectif d'organiser et de structurer un FNJ dans presque tous les départements de la région Languedoc-Roussillon. Dans l'Hérault, il existe déjà une section dynamique, mon souhait serait que nous puissions tous nous rencontrer. Les jeunes doivent et vont être le fer de lance de la reconquête patriotique. Je sais la confiance que vous placez en nous et vous en remercie.

Je vous conseille de visiter notre blog : <http://fnj66.hautetfort.com> assez souvent, vous y trouverez des articles récents et des photos (1^{er} Mai, collages...). Je vous invite aussi à nous écrire si vous avez des commentaires sur l'actualité ou tout simplement si vous portez un regard sur le FNJ. Je vous laisse avec un franc-maçon que vous connaissez tous très bien :

<< L'Europe abstraite, forme géométrique dessinée sur un papier blanc, c'est la caricature qu'en donnent ses détracteurs. La véritable Europe a besoin des patries comme un corps vivant de chair et de sang. >>

François Mitterrand - **A méditer...**

GREGORY MONTABRIC - *Chargé de Mission Languedoc Roussillon*

Renseignements : **FRONT NATIONAL 66**

21, rue Messidor - BP 90416 - 66004 Perpignan Cedex - 04.68.55.20.63

1^{er} site : <http://fnj66.hautetfort.com> - 2^{ème} site : <http://louisaliover.blog.fr>

3^{ème} site : www.fn-languedocroussillon.com

Courriels : fnj-66@hotmail.fr & frontnational66@free.fr

Au revoir, pouvoir d'achat !

Depuis plusieurs années, et plus particulièrement depuis plusieurs mois, notre pouvoir d'achat n'a cessé de diminuer.

Il est incompréhensible que le gouvernement actuel n'essaie pas de faire quelque chose ! Incompréhensible ou pas, le fait est que brasser du vent prend beaucoup de temps et rien n'est entrepris.

Aucun signe de la part des divers ministères, ils ne veulent pas nous aider ! Car cela leur rapporte trop pour qu'ils pensent à nous ! Quel mérite auraient-ils de faire réduire les prix ? Quand les grands dirigeants de société (Bolloré ; Bouygues ; Lagardère ; Rothschild ; Arnault ; Dassault ; Pinault ; Desseigne ; Bernheim, mais aussi Decaux (publicitaire d'extérieur) ; Thierry (AGF) ; Lauvergeon (Areva) ; Pébereau (BNP) ; Grisbert (Le Point) ; Mougeotte (TF1) ; Le Lay (TF1) ; Louette (AFP) ; Colombani (Le Monde) ; Elkabbach (Europe 1) et j'en passe !) sont tous des amis à notre cher Président de la République.



La politique entreprise est donc d'abord pour mes copains et après, les autres !

Après la Gauche caviar, la Droite jet set ! Quand certains se dorment la pilule à ne rien faire, d'autres " triment " pour mettre de côté quelques économies pour les vieux jours et pour avoir un semblant de vie.

Il y a quelques 200 ans, le peuple s'est révolté. Serait-il capable de le faire aujourd'hui ?

La crise sociale n'a jamais été aussi forte. Les prix ne baissent pas, sans parler du prix de l'essence ! La population française ne réagit pas, et pourtant il faut que l'on exprime notre mécontentement ! A moins que cela ne vous satisfasse ?

Alors militons ! Qu'importe l'âge, l'union fait la force. Nous n'avons jamais eu autant raison.

Seul le discours de Jean Marie Le Pen depuis 30 ans combat ces politiques de régression et de perte de nos valeurs propres.

Alors expliquons à nos compatriotes que le social c'est le FRONT NATIONAL.

Julien LEONARDELLI
Chargé de mission adjoint FNJ66